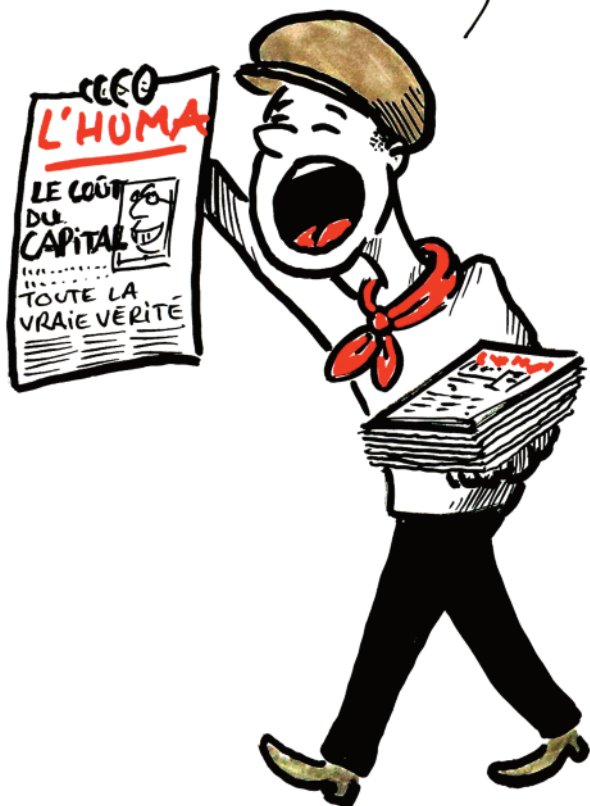


argumentaire
en **6** fiches

LE COÛT DU
CAPITAL!
ENFIN LA VÉRITÉ!



PCF
Parti communiste français



**FRONT
DE GAUCHE**

LE CAPITAL CRÉE LES RICHES, LE TRAVAIL CRÉE LA RICHESSE

Le Medef a lancé une grande offensive idéologique pour imposer l'idée selon laquelle le « coût du travail » pénaliserait la compétitivité de l'industrie et plus largement celle de l'économie française.

Cette campagne qui vise à culpabiliser les salariés, se décline sur plusieurs terrains :

- le coût des « charges sociales » c'est-à-dire en fait des **cotisations sociales** versées par l'entreprise aux caisses de la sécurité sociale qui seraient trop lourdes pour les entreprises ;
- le **niveau des salaires** qui plomberait la compétitivité des entreprises dans une économie hautement concurrentielle ;
- le **code du travail**, par exemple l'interdiction du travail du dimanche, qui serait un frein à l'activité économique dans le pays.

Cette campagne, activement relayée par le gouvernement, est une source d'inspiration pour les politiques qu'il mène : l'ANI (accord national interprofessionnel) ou encore la réforme des retraites découlent directement de ce raisonnement malhonnête selon lequel le travail serait un coût et le capital, une richesse.

Il y a urgence à dénoncer cette logique : parce qu'elle s'appuie sur une argumentation erronée et parce qu'elle légitime des politiques qui, loin de nous sortir de la crise, nous y enfoncent chaque jour un peu plus. Il y a urgence à rétablir la vérité : c'est le travail qui crée la richesse que le capital, lui, ponctionne pour créer des riches.

Le Parti communiste français lance une grande campagne de vérité sur le coût réel du capital sur la société, sur nos vies, et met à votre disposition cet argumentaire pour contribuer au nécessaire débat public.

« La loi qui maintient constamment l'équilibre entre la surpopulation relative, ou l'armée industrielle de réserve, et l'ampleur et l'énergie de l'accumulation, rive beaucoup plus fermement le travailleur au capital que les coins d'Héphaïstos ne clouèrent jamais Prométhée à son rocher. Elle implique une accumulation de misère proportionnelle à l'accumulation du capital. L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre est, d'emblée, capital. [...] »

Le capital est semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I (1867)

Pour produire des richesses, les entreprises font face à différents types de dépenses indispensables qui, pour elles, sont autant de coûts :

- achats de matières premières, de produits semi-finis et de services ;
- salaires, y compris cotisations sociales des salariés ;
- cotisations sociales des employeurs ;
- amortissements du capital ;
- dividendes versés aux actionnaires ;
- intérêts payés aux banques sur les crédits.

Ce que le Medef et ses relais d'opinion appellent « coût du travail » et qui nous est présenté comme insupportablement élevé en France, ce sont les salaires et les cotisations sociales (celles des salariés et celles des employeurs). Or, il faut savoir que le travail, qui est à la base de la création de richesses, ne représente que 12 à 15 % de l'ensemble des coûts. Il faut savoir aussi que, contrairement aux idées reçues, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie est équivalent en France et en Allemagne, de l'ordre de 33 euros de l'heure. Pourtant, cette dernière nous inflige de lourds déficits commerciaux, notamment dans l'automobile.

Pourquoi une telle situation ? Parce qu'en réalité, ce qui pèse principalement sur la compétitivité des entreprises, ce n'est pas le travail, c'est le coût du capital, c'est-à-dire les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts payés aux banques. En France, ce sont environ 298,9 milliards d'euros (soit 30,41 % de la richesse nationale) qui sont chaque année prélevés sur l'économie. Un chiffre qu'il convient de rapporter au 157,9 milliards de cotisations sociales versées par les entreprises (soit 15,51 % de la richesse) : le double, alors qu'il y a 30 ans, ces deux chiffres étaient du même ordre. Quelle ponction !

Face à la concurrence des pays à bas salaire, la baisse du « coût du travail » est une impasse. Depuis 20 ans, le total cumulé des exonérations de cotisations patronales a atteint 280 milliards d'euros, sans résultat. Pire, le chômage et la précarité n'ont cessé de croître dans le même temps.

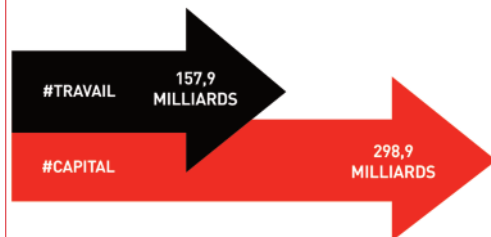
Et contrairement à ce qu'on nous fait croire avec le célèbre théorème de Schmidt (« *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* »), cette masse de richesse captée par le capital ne va nullement aux investissements dans l'appareil productif, les amortissements du capital. Au contraire, le plus souvent, c'est la rémunération des actionnaires qui est priorisée sur les investissements productifs, sur la recherche-développement. En France, les entreprises versent plus de 50 % de leurs bénéfices aux actionnaires.

Autant d'argent qui n'ira ni à la recherche, ni dans de nouvelles machines, ni dans la formation des salariés : c'est pourtant là que se trouve la clé de la compétitivité.

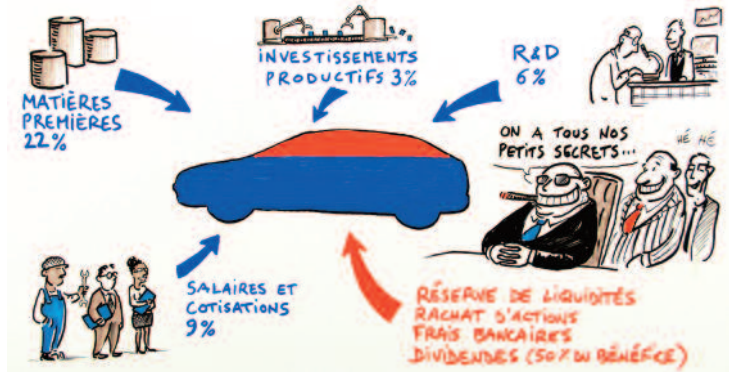
le travail
créé
la richesse

PART DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



- CHARGES FINANCIÈRES = DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
- COTISATIONS SOCIALES = COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES



Prenons l'exemple de cette automobile fabriquée en France. On peut estimer comme suit les différents coûts nécessaires à sa production :

- les matières premières (métal, verre, plastiques...) représentent environ 22 % du coût de production ;
- les investissements productifs du constructeur, c'est-à-dire les machines pour la réaliser, représentent approximativement 3% du coût de production ; en Allemagne, c'est 4 fois plus ;
- la recherche-développement, c'est-à-dire l'innovation technique, est de 6 %, soit environ 7 milliards au total pour l'industrie automobile française cette année ; en Allemagne, c'est 10 milliards de plus ;
- la part des salaires et des cotisations représente seulement 9 % ; un peu moins qu'en Allemagne, contrairement aux idées reçues ;
- s'ajoutent à ces dépenses divers frais, d'achats de services, sans parler de la publicité et du marketing.

part
des salaires et
cotisations dans
une automobile :
9%

Les coûts du capital font l'objet d'un traitement particulièrement opaque visant à masquer les opérations financières des constructeurs :

- engranger des réserves de liquidités : 11 milliards pour Renault cette année, qui vont lui servir entre autre à financer des opérations spéculatives ;
- racheter des actions de sa propre entreprises, pour faire gonfler les cours en bourse et faire plaisir aux actionnaires : 1 milliard d'euros chez Peugeot en 2010 sont ainsi partis en fumée.
- rembourser les banques et autres emprunts obligataires souscrits notamment en vue d'opération de développement sauvage à l'international, par exemple pour Peugeot depuis l'arrivée de son PDG Philippe Varin en 2010.
- la distribution de dividendes : plusieurs milliards d'euros chaque année.

Pas assez de recherche, pas assez d'investissements productifs, des charges financières plus lourdes qu'en Allemagne, c'est là qu'il faut chercher le problème de compétitivité de l'industrie automobile française. Sans oublier la récession sans précédent qui, dans toute l'Europe, frappe les familles modestes et épargne les propriétaires de grosses berlines...

Pour accroître leurs marges, pour obtenir des rendements supérieurs à 10 ou 15 % dans leur course sans fin aux profits, les entreprises exercent une pression croissante sur les salariés. Pression sur les salaires, mais aussi pressions psychologiques et sur les conditions de travail.

Ainsi, le conflit permanent entre les aspirations à faire de son travail dans l'entreprise un moyen d'épanouissement personnel d'une part, et d'autre part les pratiques de management mises en œuvre par des directions avides de rendements financiers à court terme, est en effet une source de souffrance considérable pour les salariés, débouchant bien souvent sur des dépressions, sur des maladies, sur de l'absentéisme. Pour s'assurer la docilité des salariés, la peur et le chantage à l'emploi, le chômage sont des moyens courants. Qui peut quantifier le coût de cette détresse humaine qui parfois peut conduire au suicide : plusieurs dizaines de salariés chaque année. D'abord, c'est profondément injuste. C'est aussi un coût supplémentaire pour la société, pour notre système de protection sociale. Enfin, c'est inefficace : l'aliénation au travail n'est pas une source d'accroissement de la productivité du travail, au contraire. Sans parler des conditions de travail et de sécurité sur lesquelles on rogne par tous les bouts et qui débouchent chaque année sur près de 700 000 accidents du travail, dont près de 700 décès et des handicaps majeurs par milliers. On évalue le coût réel des maladies imputables à l'activité professionnelle à 1,6 milliards d'euros.

le capital
créé
les riches

Alors oui, le capital a un coût, humain comme social : un peu plus de 5 millions de chômeurs et autant de dépenses pour l'Unedec, les collectivités et toute l'économie au final... Car lorsque pour satisfaire l'appétit des actionnaires et gonfler les cours de bourse, une entreprise déserte un territoire et laisse derrière elle un champs de ruine, des milliers de familles, des dizaines de sous-traitants sur le carreau, le coût pour la société est immense. Bien souvent, ce sont des collectivités, déjà financièrement fragilisées, qui vont devoir payer l'addition, réparer les dégâts : accompagnement social des salariés, reconversion de sites et souvent de nouvelles subventions pour un éventuel repreneur qui partira lui-même quelques années plus tard, les poches pleines.

Disons-le, maintenir les salariés dans l'insécurité sociale n'a jamais augmenté leur productivité. Au contraire. Si la productivité horaire du travail en France est l'une des plus élevées au monde, c'est notamment parce que les travailleurs ont pu bénéficier d'un niveau de formation, d'un accès aux soins de qualité, mais aussi la perspective de pouvoir bénéficier d'une vraie retraite, d'infrastructures et de logements, etc. Ces avancées sociales doivent être préservées et étendues : ce n'est pas un obstacle, c'est l'un des leviers de la compétitivité.

ZOOM : l'Allemagne, un exemple ?

Nombre de commentateurs n'ont souvent qu'un mot à la bouche : le modèle allemand. Pourtant, la réalité sociale qui se cache derrière ce qui nous est présenté comme la locomotive économique de l'Europe est loin d'être flatteuse.

On compte en Allemagne 25 % de travailleurs pauvres. Il n'est pas rare de gagner moins de 6 euros brut de l'heure, notamment dans les services, car en Allemagne, pas de SMIC, donc pas de limite pour les salaires au rabais. En Allemagne, 20 % des salariés sont payés sous le SMIC

français et 40 % ont un salaire inférieur à 1 000 euros nets. C'est notamment le résultat des lois Hartz qui ont généralisé les jobs précaires dont la rémunération ne peut dépasser les 400 euros par mois.

Résultat : la classe dite « moyenne » est passée de 65 % de la population en 1997 à 58 % aujourd'hui : 5,5 millions d'allemands ont basculé dans la pauvreté pendant cette période.

Dans le même temps, 1% de privilégiés se partagent le quart de la richesse du pays.

L'un des principaux enjeux de ce siècle naissant, c'est de rompre avec le modèle productiviste irresponsable.

Irresponsable exploitation de toutes les ressources naturelles, des énergies non-renouvelables comme des matières premières, captées jusqu'à la dernière goutte pour accroître les profits, sans souci du lendemain. Ainsi cette année, le capitalisme productiviste a épuisé son « quota » de ressources annuelles dès la date du 20 août. À partir de cette date, ce qui sera consommé jusqu'à la fin de l'année puisera dans les stocks naturels de la planète, à crédit en quelque sorte. Il y a 20 ans, cette date était le 21 octobre.

Irresponsable généralisation de l'obsolescence programmée et du jetable comme moteur de la croissance, modèle absurde qui consiste à concevoir un produit avec une durée de vie artificiellement limitée pour vendre toujours plus, n'importe quoi, n'importe comment pourvu qu'on vende.

Irresponsable formatage perpétuel des consciences par des techniques de marketing et de publicité toujours plus perfectionnées et qui n'ont qu'un seul objectif : nous transformer en consommateurs dociles, les plus déraisonnables possibles et soumis à leurs pulsions.

Irresponsable modèle de commerce et d'échange qui voit l'ensemble des marchandises perpétuellement démenagées d'un bout à l'autre de la planète. Ainsi, un simple jean peut avoir réalisé 65.000 km avant d'arriver dans les vitrines de nos magasins : le coton récolté en Inde peut-être filé en Turquie, teint en Bulgarie, tissé à Taïwan et assemblé en Tunisie avant d'être expédié en France via les Pays-Bas. Au final, une opération juteuse mais aux conséquences environnementales désastreuses.

Le capitalisme est insatiable. Ce n'est pas parce que son coût est incalculable pour les hommes, pour la planète comme pour la biodiversité qu'il ne faut pas ouvrir les livres de comptes.

mon jean
a fait 1,5 fois
le tour
du monde



C'EST POURTANT
SIMPLE, NON ?...



Jusqu'en 1973, la création monétaire permettait à l'État de se financer par l'emprunt auprès de la Banque de France. C'est une loi « Pompidou-Giscard » qui a mis fin à cette situation pour **pousser l'État à se financer auprès des marchés financiers** et des banques par l'émission d'obligations : une règle absurde inscrite depuis dans le marbre des traités européens. Le résultat de cette politique est d'avoir placé l'État dans la main des marchés. Chaque année, ce sont **50 milliards d'euros qui sont versés en intérêts**, une ponction tellement considérable qu'elle est devenue le premier budget de la Nation.

À cette somme, il convient d'ajouter l'ensemble des **cadeaux fiscaux et para-fiscaux** que les gouvernements successifs n'ont cessé d'accorder aux entreprises : ce sont pas moins de **200 milliards d'euros d'allègements et d'exonérations fiscales** qui chaque année font défaut dans le budget de l'État et des caisses de la sécurité sociale.

les intérêts
de la dette
premier budget
de l'État

Les **collectivités locales** elles-mêmes sont placées dans une situation de plus en plus difficile. Prises en tenaille entre une décentralisation et des transferts de compétences de **l'État qui se débarrasse de ses responsabilités sur elles pour réduire sa propre dette**, et une baisse constante des dotations de l'État (- 4,5 milliards sur 3 ans de réduction des dotations ont été décidé par l'actuel gouvernement), elles ne disposent plus des moyens pour conduire des politiques de réponse aux besoins et sont poussées vers des partenariats public-privé.

Alors qu'elles assument une part déterminante de la solidarité nationale, qu'elles réalisent plus de **70 % de l'investissement public**, villes, départements, régions, endettées à concurrence de 200 milliards d'euros (leur taux d'endettement est stable depuis 20 ans, de l'ordre de 8 % du PIB), sont elles aussi placées dans la main des marchés financiers et des banques. Résultat, **en 2012, les frais financiers des seules communes ont cru de 3,2 %** alors que le pays entrainé en récession.

LES CHIFFRES CLÉS du coût du capital en 2012

158 milliards d'euros
montant de la part patronale des cotisations sociales versées pour financer la sécurité sociale

299 milliards d'euros
montant des charges financières qui pèsent sur les entreprises (dividendes versés aux actionnaires, frais bancaires et financiers)

197 milliards d'euros
montant de l'investissement matériel des entreprises

200 milliards d'euros
montant global des exonérations fiscales et de cotisations sociales des entreprises

50 milliards d'euros
montant global des intérêts de la dette dans le budget de l'État

Le travail n'est pas un coût, il est producteur de richesse. Baisser le « coût du travail », c'est baisser les salaires et le niveau de protection sociale, avec comme conséquences directes :

- une chute de la demande de consommation des salariés et de leurs familles ;
- une insuffisance de qualification des salariés accroissant les handicaps face aux exigences des nouvelles technologies.

Pour changer la donne, il faut donc agir dans plusieurs directions :

- **Augmenter les salaires**, à commencer par le SMIC qu'il faut porter à 1 700 euros nets, et les pensions pour relancer l'activité.
- **Sécuriser les parcours de vie** par une véritable sécurité sociale de l'emploi et de la formation.
- Ensuite il faut **peser sur les entreprises**, sur leurs comportements en visant une autre logique de développement :
 - **Pénaliser** : en faisant reculer ces prélèvements financiers et dividendes par des taxations, mais aussi par l'abaissement des intérêts payés aux banques.
 - **Inciter** : en favorisant les dépenses de développement des capacités humaines (sécurisation de l'emploi et du revenu, qualification avec la formation tout le long de la vie, recherche-développement...) et cela à l'appui d'investissements économes en capital.
 - **Donner du pouvoir aux salariés** dans l'entreprise, là où se crée la richesse. Ils sont la meilleure garantie pour que l'argent soit investi dans la formation, dans l'investissement productif, écologiquement responsable, plutôt que dans la rémunération des actionnaires et les gâchis capitalistes.
- Il faut **investir massivement dans les services publics**, notamment l'éducation pour élever le niveau de qualification des travailleurs, comme dans les nouvelles infrastructures notamment de transport et de télécommunication qui sont autant de vecteur d'accroissement de la productivité et de réponse aux besoins des salariés et des populations.
- **Engager un audit citoyen de la dette publique** pour traquer les charges financières indues et réduire la ponction des marchés financiers.

POUR ALLER PLUS LOIN

le PCF a lancé une grande campagne d'information sur le véritable coût du capital en France

des tracts, des articles et deux vidéos sont disponibles sur

www.pcf.fr/coutduK